

Demandes du Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec

Le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ) a été fondé en 1998. Il regroupe aujourd'hui 15 concertations régionales en itinérance (représentant ainsi plus de 300 organismes au Québec), ainsi que de 14 membres associés. Le RSIQ organise des actions et des mobilisations afin de sensibiliser les décideurs et le grand public, de défendre les droits des personnes en situation d'itinérance, d'améliorer leurs conditions de vie et de permettre aux organismes d'aide à la personne de réaliser leur mission. Le Réseau est reconnu comme le porteur de la *Politique nationale de lutte à l'itinérance*.

Une approche porteuse propre au Québec

L'approche globale et communautaire a fait ses preuves afin que le financement cible efficacement les besoins en matière de prévention de l'itinérance et afin de contrer le phénomène de l'itinérance caché. Nous rappelons d'ailleurs que, à la suite d'une initiative du RSIQ, l'Assemblée nationale du Québec a adopté à l'unanimité une résolution réitérant l'approche globale et communautaire en itinérance dans le cadre de sa *Politique nationale de lutte à l'itinérance*, le 7 juin 2019, et que les fonds fédéraux doivent permettre de soutenir cette dynamique :

"Que l'Assemblée nationale réitère les 5 axes d'interventions prioritaires de la Politique nationale de lutte à l'itinérance adoptée le 27 février 2014, à savoir : le logement ; les services de santé et les services sociaux ; le revenu ; l'éducation et l'insertion sociale et socioprofessionnelle ; la cohabitation sociale et les enjeux liés à la judiciarisation. Qu'en ce sens, [...] les fonds fédéraux permettent de soutenir une diversité d'actions dans la lutte à l'itinérance."

Les organismes communautaires sur le terrain sont les mieux placés afin d'élaborer leur planification communautaire, processus qui permet à chaque région de s'organiser en fonction des réalités propres à leur territoire. Ceci leur permet d'établir des objectifs spécifiques à atteindre afin contrer plus efficacement le phénomène de l'itinérance. La planification communautaire se réalise dans le cadre de la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance et découle d'une entente spécifique avec le Québec (*Entente Canada-Québec concernant Vers un chez-soi 2019 à 2024*).

Les défis québécois pour contrer et prévenir la hausse de l'itinérance

Insuffisance de ressources et manque de souplesse

Les membres du RSIQ sont unanimes à l'effet que le financement provenant des enveloppes régulières du programme fédéral *Vers un chez-soi* est insuffisant. De plus, ils considèrent que les exigences liées aux enveloppes d'urgence, au cours de la pandémie, n'offrent pas aux organismes la souplesse nécessaire afin de répondre adéquatement aux besoins de populations itinérantes spécifiques telles que les femmes, les personnes LGBTQ2S, les jeunes, les autochtones et les personnes utilisatrices de drogues. Ces enveloppes ne permettent pas de financer le travail de proximité durable. Aussi, la non-récurrence des sommes force à annoncer des interruptions de services potentiels vu les négociations entre chaque enveloppe d'urgence. Finalement, ces enveloppes ne sont pas adaptées afin de répondre aux défis propres aux organismes communautaires tels que : la rareté de la main-d'œuvre, l'épuisement des travailleurs euses et l'augmentation de la détresse chez les personnes aidées et aidantes, phénomènes qui ont considérablement augmenté au cours de la pandémie.



Logement

La crise du logement joue un rôle majeur dans l'accroissement du phénomène de l'itinérance, et ce dans toutes les régions du Québec. Ainsi, il est nécessaire de mettre en place des solutions pérennes, notamment à travers la création de nouveaux logements sociaux. Cependant, l'accès au logement doit être accompagné d'un soutien communautaire afin de favoriser le maintien en logement. L'insuffisance du financement dans les enveloppes disponibles a pour conséquence qu'il est actuellement difficile de financer ce soutien communautaire. Il s'agit actuellement d'un enjeu crucial pour les organismes communautaires qui luttent contre l'itinérance.

Surdoses

Depuis plusieurs années, le Canada vit une crise majeure de surdoses d'opioïdes. Entre janvier 2016 et décembre 2020, plus de 21,000¹ personnes ont accidentellement perdu la vie à la suite d'une surdose liée à la consommation d'opioïdes. La crise s'est aggravée au cours de la pandémie, les statistiques démontrant une augmentation constante de la mortalité. Aucune des mesures mises en place jusqu'à maintenant ne semble réduire les taux de mortalité de manière conséquente². Dans un contexte où la consommation de ces substances est illégale, nos membres rencontrent des difficultés à intervenir adéquatement auprès de ces populations.

Nos principales demandes pour les partis dans le cadre de l'élection fédérale de 2021

- Que le financement spécial en itinérance Vers un chez-soi COVID-19 soit transféré dans l'enveloppe régulière:
- Que le financement fédéral récurrent en itinérance, via le programme Vers un chez-soi, soit augmenté à 106 millions de dollars par an au Québec afin de permettre la création, le maintien et la consolidation des services, et ce dès 2022;
- Que l'affectation des fonds Vers un chez-soi puisse être davantage adaptée permettant de : soutenir les besoins spécifiques des organismes et des personnes, l'approche globale dans chaque région dans le respect de l'autonomie des organismes et de la confidentialité des personnes;
- Que le prochain gouvernement fédéral s'engage à investir, de manière récurrente, 3 milliards \$3 par année dans le financement de nouveaux logements sociaux;
- Que le prochain gouvernement s'engage à décriminaliser les personnes utilisatrices de drogues.

¹ Gouvernement du Canada (2021), Opioid- and Stimulant-related Harms in Canada. En ligne: https://health-infobase.canada.ca/substance-related-harms/opioids-stimulants/

² AQPSUD (2019), Déclaration conjointe dans le cadre de la journée nationale d'action contre les surdoses. En ligne : https://aqpsud.org/medias/

³ FRAPRU (2021), La gravité de la crise du logement commande des engagements ambitieux de la part des partis fédéraux En ligne : https://www.frapru.qc.ca/crise-campagne-federale/